



Afghanistan : les ONG indispensables dans un pays en pleine reconstruction

PARIS, 24 mai 2008 (AFP) -

Actives depuis des décennies en Afghanistan malgré tous les dangers, les centaines d'ONG engagées dans son développement sont devenues des interlocuteurs incontournables de la prochaine Conférence internationale de Paris, le 12 juin, sur l'aide à ce pays ravagé par la guerre.

Quarante employés des quelque 1.400 organisations non gouvernementales présentes sur place, dont 302 internationales, ont été tués en 2007, sans compter les nombreux enlèvements pour raisons politiques ou crapuleuses, rappelle, à cet égard, à l'AFP Anja de Beer, responsable de l'ACBAR, l'agence de coordination de l'aide à l'Afghanistan.

La quasi-totalité d'entre eux étaient des Afghans.

L'insécurité demeure un fléau dans ce pays, à la suite du renversement fin 2001 du régime taliban, avec la multiplication des attaques des insurgés. Leurs attentats-suicides et bombes artisanales ont fait 8.000 morts, dont 1.500 civils, en 2007 et des centaines d'autres depuis le début de l'année.

Au Forum international de la société civile et du secteur privé en soutien à l'Afghanistan, samedi à Paris, une quarantaine d'ONG étaient présentes : "leur action demeure indispensable et doit être soutenue", notait en préambule Alain Boinet, qui dirige l'ONG "Solidarités", en résumant les recommandations d'organisations humanitaires françaises réunies deux jours plus tôt.

"Elles sont un maillon essentiel auprès des populations", a-t-il ajouté.

Leurs membres, majoritairement afghans, présents dans tous les secteurs, sont plus proches des communautés et sont au fait de leur besoins. Certains sont "connus" localement, insiste un responsable afghan des communautés locales, le dr Ashraf Mohammed. Cela facilite leur accès y compris aux régions instables du sud tels l'Uruzgan ou Kandahar "car les communautés les protègent" alors que les insurgés y combattent l'Etat et les 70.000 soldats étrangers qui le soutiennent.

L'engagement des militaires étrangers de l'Otan et de la coalition internationale sous commandement américain dans la reconstruction prête à une confusion des genres, dont se sont plaints à plusieurs reprises les ONG : leurs membres se retrouvent assimilés aux militaires engagés dans des PRT (Equipes militaro-civiles de reconstruction des provinces), qui n'ont pas bonne presse. Nombre de civils sont en effet les victimes collatérales des militaires.

Le secteur privé accuse plutôt les ONG de dépasser le strict cadre humanitaire, un entrepreneur citant le cas du recyclage des eaux usées.

Mais Sima Samar, présidente de la Commission indépendante afghane des droits de l'Homme, et Anja de Beer mettent en exergue le fait que les ONG ne "font pas de bénéfice, contrairement au privé".

La Fondation de l'Agha Khan, engagée dans de nombreux projets afghans, joint ces deux types d'activités. Avec Roshan, premier système de communication mobile dans ce pays, créé en 2002, des revenus importants ont été générés qui ont aussi permis d'employer 25.000 personnes liées à cette entreprise d'utilité publique, a indiqué son patron, Karim Khodja.

Les ONG ont, comme les politiques, mis l'accent sur une distribution efficace de l'aide internationale, moins importante (15 milliards de dollars) que les 25 milliards promis, elles-mêmes étant tenues de rendre des comptes sur l'utilisation de leurs fonds.

L'ACBAR relevait en mars qu'environ 40% de l'aide des donateurs finançait les expertises et salaires des expatriés.

En ouvrant cette rencontre préparatoire à la conférence internationale de Paris, le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner soulignait que l'aide devait être "afghanisée" faute de n'avoir "pas pleinement porté ses fruits".

bmk/alm/bds/agr/phv/lb

Afp le 27 mai 08 à 12 41.

Ref : TX-PAR-JQK05.